

Résolution sur la défense de la démocratie au Brésil

La Confédération syndicale internationale (CSI) manifeste sa profonde préoccupation face aux récents événements qui menacent le régime démocratique au Brésil. La volonté populaire exprimée lors des scrutins, qui a élu la présidente Dilma Rousseff en remportant 54,5 millions de votes, est souveraine et doit être respectée par tous les pouvoirs de la nation et les groupes de l'opposition battus aux élections de 2014.

Historiquement, l'Amérique latine a toujours été marquée par des coups d'État civils ou militaires qui ont généré tant de misère dans la région, donnant lieu à des assassinats de syndicalistes, de dirigeants politiques, à la suppression de droits et à la concentration des revenus.

Il n'existe aucun fait de nature à justifier que des groupes ultra-réactionnaires vaincus veulent imposer au Brésil ce que nous avons suivi avec inquiétude dans des pays comme le Honduras et le Paraguay au cours des dernières années. Des coups d'État ont été commis avec le soutien des principaux médias locaux moyennant des manœuvres judiciaires et parlementaires, passant pour des procédures démocratiques de destitution. Nous savons que le résultat de ces coups était, outre l'incidence grave sur la démocratie, l'autonomisation des régimes conservateurs et autoritaires qui ont soutenu la privation des libertés civiles et politiques.

La démocratie et la liberté de manifestation, ainsi que l'élargissement des droits du travail et la répartition des revenus constituent des fondements essentiels de la construction d'un Brésil plus juste.

Voir aussi la déclaration de la CSA et de régionales du groupement Global Unions : http://csa-csi.org/index.php?option=com_content&view=article&id=7929%3Acsa-y-consejo-regional-de-sindicatos-globales-lanzan-declaracion-en-defensa-de-la-democracia-en-brasil-&catid=23%3A-1&Itemid=258&lang=pt
